

**COMMANDEMENT DU SOUTIEN OPÉRATIONNEL  
DE LA GENDARMERIE NATIONALE**  
CENTRE ADMINISTRATIF FINANCIER NATIONAL  
BUREAU DÉPENSES MILITAIRES  
SECTION MARCHÉS CONVENTIONS  
54 rue de la Guignière – BP 201  
36300 LE BLANC  
**Tél : 02 45 72 80 82 / 80 88**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

Établi en application du code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019  
(ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande  
publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la  
commande publique)

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE**

**Marché réservé aux entreprises adaptées (EA) et aux établissements et services d'aide  
par le travail (ESAT) ou équivalent.**

**Prestations de nettoyage, blanchissage et travaux de menuiserie d'effets d'habillement,  
de campement, linge de couchage et de divers effets au profit du SSPO et du SIH de Rosny-  
sous-Bois (93).**

Le présent cahier des clauses particulières comporte 21 pages numérotées de 1 à 21  
et 8 annexes.

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>4</b>
1.1 - Objet de l'accord cadre à bons de commande.....	4
1.2 - Nomenclature.....	4
1.3 - Allotissement de l'accord-cadre.....	4
1.4 - Estimation du besoin.....	4
1.5 - Organisme responsable de l'accord-cadre.....	5
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
2.1 - Pièces particulières.....	5
2.2 - Pièces générales.....	5
<b>ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE - RECONDUCTIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>6</b>
4.1 - Définition des prestations.....	6
4.2 - Modalités administratives.....	6
4.3 - Enlèvement des effets à traiter.....	7
4.4 - Procédés de traitement des effets.....	7
4.5 - Reconditionnement.....	8
4.6 - Fréquence de passage.....	8
4.7 - Dérogation aux fréquences de ramassage.....	8
4.8 - Restitution des effets traités.....	9
4.9 - Difficultés – problèmes.....	9
4.10 - Défaillance.....	9
4.11 - Relations entre le titulaire et l'administration.....	9
4.11.1 - Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.....	9
4.12 - Clause de réexamen.....	9
<b>ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION.....</b>	<b>10</b>
5.1 - Vérification.....	10
5.2 - Décision après vérification.....	10
5.2.1 - Admission.....	10
5.2.2 - Réfaction.....	10
5.2.3 - Rejet.....	10
<b>ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>11</b>
7.1 - Unité monétaire.....	11
7.2 - Forme des prix.....	11
7.3 - Contenu des prix.....	11
7.4 - Contrôle des prix.....	11
7.5 - Révision de prix.....	11
7.6 - Clause de sauvegarde.....	12
<b>ARTICLE 8 - PÉNALITÉS.....</b>	<b>12</b>
8.1 - Calcul des pénalités.....	12
8.2 - Prolongation des délais de livraison.....	13
8.3 - Exclusion des pénalités.....	13
<b>ARTICLE 9 - AVANCE - ACOMPTE.....</b>	<b>13</b>
9.1 - Avance.....	13
9.2 - Acompte.....	13
9.3 - Régime des paiements.....	13
<b>ARTICLE 10 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT.....</b>	<b>14</b>

10.1 - Facturation.....	14
10.1.1 - Transmission électronique.....	14
10.1.2 - Mentions obligatoires.....	14
10.2 - Certification « service fait ».....	14
10.3 - Paiement.....	15
10.4 - Récusation.....	15
10.5 - Comptable assignataire.....	15
10.6 - Intérêts moratoires.....	15
<b>ARTICLE 11 - CESSION - NANTISSEMENT.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 14 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 15 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 16 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE.....</b>	<b>16</b>
16.1 - Correspondant administratif.....	16
16.2 - Correspondant technique.....	16
<b>ARTICLE 17 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....</b>	<b>17</b>
17.1 - Changement de situation du titulaire.....	17
17.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	17
17.3 - Travail illégal.....	17
17.4 - Assurance.....	18
17.5 - Mesures de prévention et de sécurité.....	18
17.6 - Traitement des données à caractère personnel dans le cadre du RGPD.....	18
<b>ARTICLE 18 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 19 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....</b>	<b>19</b>
19.1 - Clause relative au recours du médiateur interne.....	19
19.2 - Saisie de la juridiction compétente.....	20
<b>ARTICLE 20 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 21 - LANGUE UTILISÉE.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 22 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....</b>	<b>21</b>

### Annexes :

#### ***Lot n°1 : SSPO de Rosny-sous-Bois***

- Annexe n°1 : Estimation du nombre d'effets par passage – lot n°1 – SSPO de Rosny-sous-Bois
- Annexe n°2 : Liste des effets prix du neuf – lot n°1
- Annexe n°3 : Bordereau d'enlèvement et de restitution des effets à nettoyer – lot n°1
- Annexe n°4 : Bordereau d'enlèvement et de restitution des effets à réparer – lot n°1

#### ***Lot n°2 : Service Infrastructures Hébergements (SIH) - Bureau Appui Logistique (BAL) de Rosny-sous-Bois.***

- Annexe n°1 : Liste des effets prix du neuf – lot n°2 – BAL de Rosny-sous-Bois
- Annexe n°2 : Bordereau d'enlèvement et de restitution des effets à nettoyer – lot n°2
- Annexe n°3 : Bordereau d'enlèvement et de restitution des effets à réparer – lot n°2

#### ***Annexe commune aux deux lots :***

- Annexe : Fiche d'anomalie

## ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

### 1.1 - Objet de l'accord cadre à bons de commande

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet les prestations de nettoyage, lavage, exécution de travaux de menuiserie d'effets d'habillement, blanchissage de linge de couchage, d'effets de campement et divers effets utilisés par les unités de gendarmerie essentiellement pour l'hébergement des militaires en missions, stages ou formations au profit du :

- Service de Soutien à la Projection Opérationnelle (SSPO) de Rosny-sous-Bois ;
- Service Infrastructures - Hébergements (SIH - Bureau Appui Logistique (BAL) de Rosny-sous-Bois

Il donne lieu à l'établissement d'un accord-cadre (AC) mono-attributaire régi par les dispositions de l'article R2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique. Cet AC, fixant toutes les stipulations contractuelles, est exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

**Les deux accords-cadres créés sont réservés uniquement aux entreprises adaptées (EA) ou aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ou équivalent du secteur du handicap dans les conditions des articles L.2113-12 du code de la commande publique, L.5213-13 du code du travail, et L.344-2 du code de l'action sociale et des familles.**

### 1.2 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est :

- pour l'objet principal : 98310000 – services de blanchisserie et de nettoyage à sec ;
- pour l'objet secondaire : 98311000 – services de ramassage du linge ;  
98312000 – services de nettoyage de textiles ;  
98315000 – services de repassage ;  
98311200 – services d'exploitation de blanchisserie ;  
50830000 – services de réparation de vêtements et d'articles textiles.

### 1.3 - Allotissement de l'accord-cadre

L'accord-cadre est alloté comme suit :

- Lot n°1 : Prestations de nettoyage, blanchissage et de travaux de menuiserie d'effets d'habillement, de campement et de couchage au profit du Service de Soutien à la Projection Opérationnelle (SSPO) de ROSNY-SOUS-BOIS (93).
- Lot n°2 : Prestations de nettoyage, blanchissage et de travaux de menuiserie (ourlets de rideaux) au profit du Service d'infrastructure et d'hébergement de Rosny-sous-Bois (SIH) : Bureau Appui Logistique (BAL) de ROSNY-SOUS-BOIS (93).

### 1.4 - Estimation du besoin

L'accord-cadre est conclu **sans minimum**.

Il est conclu un accord-cadre pour chacun des lots.

A titre indicatif, le montant annuel de l'accord-cadre s'élève à 167 862 € TTC maximum, soit 671 448 € TTC sur 4 ans, réparti de la façon suivante pour chacun des lots :

- Lot 1 : 8 880 € TTC ;
- Lot 2 : 158 982 € TTC ;

## **1.5 - Organisme responsable de l'accord-cadre**

Le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale (COMSOPGN) – Centre administratif financier national – Bureau dépenses militaires – **Section marchés conventions** agit en qualité de R.P.A. en particulier pour toutes les formalités suivantes :

- suivi des reconductions,
- suivi des révisions de prix,
- établissement des avenants,
- décompte des pénalités,
- résiliation de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE**

Par ordre de priorité décroissante, l'accord-cadre à bons de commande est constitué des pièces contractuelles suivantes :

### **2.1 - Pièces particulières**

- ◆ l'acte d'engagement (ATTRI1) et son ou ses annexe(s) ;
- ◆ le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes ;
- ◆ le dossier technique ;
- ◆ les bons de commande .

### **2.2 - Pièces générales**

- ◆ l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- ◆ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- ◆ et toute réglementation actuellement en vigueur.

Les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font seul foi.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'intégrer au présent accord-cadre.

## **ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE - RECONDUCTIONS**

L'accord-cadre, d'une durée maximale ne pouvant excéder 4 ans, prend effet à compter du 01/04/2026 jusqu'au 31 mars 2027. Par la suite, il sera reconduit par tacite reconduction pour les périodes suivantes :

**1ère reconduction : du 01/04/2027 au 31/03/2028;**

**2ème reconduction : du 01/04/2028 au 31/03/2029;**

**3ème reconduction : du 01/04/2029 au 31/03/2030.**

Conformément à l'article du code de la commande publique en vigueur, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction. En cas de silence gardé par le RPA, l'accord-cadre est donc automatiquement reconduit dans la limite du nombre de reconductions fixé ci-dessus.

Dans le cas où le RPA se réserve le droit de ne pas reconduire l'accord-cadre, une décision expresse de non-reconduction est notifiée au titulaire un (1) mois avant la date d'échéance du marché.

## ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

### 4.1 - Définition des prestations

La quantité de linge collecté varie au gré du plan de charges des unités.

Toutefois, en tenant compte de la fréquence de passage souhaitée par l'unité concernée, les quantités collectées pourront évoluer à la hausse ou à la baisse (quantités moyennes données **à titre indicatif**), sans toutefois excéder les quantités maximums indiquées infra.

Le titulaire de l'accord-cadre est en charge des prestations suivantes :

- enlèvement et restitution sur site des effets à nettoyer ;
- traitement par blanchissage ou nettoyage à sec avec finition ;
- repassage des effets désignés par l'annexe n°1 du lot 2 du CCP ;
- ensachage en kit de la literie du lot n°2, désignée dans l'annexe n°1 – lot n° 2 du CCP ;
- groupage et conditionnement des effets sous plastique étanche ;
- réalisation de travaux de menuiserie pour la réparation des effets demandés.

#### **SSPO (lot 1) :**

Les quantités 2024 sont renseignées dans l'annexe n°1 du lot n°1 du présent CCP.

#### **SIH – Bureau Appui Logistique (BAL) (lot 2) :**

Désignation des effets	Quantité maxi estimée pour 1 passage	Quantité moyenne pour 1 passage
<i>Effets de couchage</i>		
Drap plat	350	179
Taie mobile de traversin	350	179
Taie mobile de matelas	350	179
Couverture	350	179
Drap-housse	300	179
Traversin	350	155
Rideau (1x an)	150	150

La prestation de nettoyage des traversins est à la demande, à raison de deux (2) nettoyages par an en moyenne.

### 4.2 - Modalités administratives

L'exécution de l'accord-cadre s'effectue par « bordereaux d'enlèvement et de restitution des effets » (modèles en annexe n°2, n°3 ou n°4 selon le lot concerné) émis au fur et à mesure des besoins. Ces opérations sont retranscrites sur un bon de commande récapitulatif chaque fin de mois. La date d'enlèvement des bordereaux tient lieu de notification de la commande et la date de restitution tient lieu de service fait dès que les opérations de vérifications sont achevées et qu'elles s'avèrent satisfaisantes.

Les bordereaux d'enlèvement et de restitution pour les différents articles peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La prestation porte sur les articles listés dans l'annexe à l'acte d'engagement du lot considéré.

L'administration se réserve le droit, en cours de validité de l'accord-cadre, de procéder à des ajouts ou à des suppressions des articles à traiter. Ces modifications font l'objet d'un avenant.

Le chef du SSPO et le chef du BAL, ou leurs adjoints sont seuls habilités à signer les bordereaux d'enlèvement et de restitution des effets. Ils sont en charge du suivi technique de l'exécution de l'accord-cadre, de la vérification de la qualité des prestations effectuées et de leur conformité par rapport au cahier des clauses particulières.

Pour des besoins ponctuels imprévisibles et urgents, des enlèvements et restitutions peuvent être demandés sans sur-facturation ou majoration des tarifs.

#### **4.3 - Enlèvement des effets à traiter**

Les effets sales sont pré-triés par types d'effets sans distinction de taille par les personnels du SSPO ou du BAL et conditionnées par ballots.

Les travaux de menue couture sont signalés pour chaque effet concerné (annexe n°3 ou n°4 selon le lot concerné : « bordereau de remise d'effets à réparer »). Les articles à traiter sont comptés par lesdits personnels dans les locaux de l'unité, avant enlèvement. Le titulaire doit impérativement fournir les fournitures pour la réparation des articles.

#### **4.4 - Procédés de traitement des effets**

Le titulaire est libre du choix des méthodes de traitement sous réserve de respecter les règles de l'art et de la technique attachées à la profession et les dispositions de l'article 3 (blanchissage) et l'article 4 (nettoyage à sec) de la spécification technique applicable au blanchissage et au nettoyage professionnel des articles textiles.

L'article 3 de la spécification technique est complété comme suit :

- seuls les produits de lavage exempts d'agents de blanchiment ou d'oxydants sont autorisés pour les articles dont la javellisation est interdite ;
- le Ph maximum des bains de lavage est de 12 pour les articles à base de coton et de 9 pour les articles à base de laine ;
- tout traitement de chlorage des articles teints est interdit ;
- tout traitement de blanchiment à l'aide de persels ou d'eau oxygénée est interdit ;
- le traitement d'azurage est interdit pour les articles teints.

Le prestataire est tenu d'observer une démarche pour la protection de l'environnement (exemples : consommation en eau et énergie maîtrisée, réduction et recyclage des déchets et eaux usagées, utilisation de produits recyclés et/ou portant un label écologique, sensibilisation auprès du personnel, etc.).

Les articles doivent être nettoyés conformément aux indications de leur étiquette d'entretien. En cas d'absence, le titulaire en réfère à l'administration qui doit communiquer la composition des textiles.

Certains articles (anorak) doivent être désolidarisés de leur doublure pour subir des traitements différents. Les vêtements doivent être brossés et détachés manuellement avant leur nettoyage ou lavage. Il est appliqué plusieurs cycles de nettoyage si nécessaire.

Les effets à repasser (col rabattu et boutonnage assuré par exemple) sont mentionnés dans les annexes n°1 ou n°2 du présent CCP selon le lot concerné. Ils sont pliés suivant les règles professionnelles, sous un même format.

Le titulaire est astreint à une obligation de résultats. A cet effet, le traitement du linge doit correspondre à des objectifs de qualité : confort, aspect, propreté visuelle, linge sans odeur perfectible, sec, maintien des propriétés de certains articles (imperméabilité), pas d'effilochage des tissus, le coloris doit être maintenu dans sa qualité d'origine. Après lavage, les articles doivent être dépourvus de salissures résiduelles et de tâches.

En raison de leurs caractéristiques particulières, les articles de campement et de couchage (sac de couchage, sur-sac, sac de paquetage, etc.) doivent subir des prestations adaptées pour être restitués parfaitement secs et sans odeur résiduelle.

Sur demande précisée dans le bordereau d'enlèvement d'effets à réparer (cf. annexe n°3 ou n°4 du présent CCP selon le lot concerné), le prestataire doit être en mesure de réaliser des travaux de menuiserie (boutons, fermetures à glissière, réparation d'accrocs, etc. fournis impérativement par le titulaire). Les tarifs pratiqués sont ceux que le titulaire a indiqués dans les annexes des actes d'engagement.

#### 4.5 - Reconditionnement

Le reconditionnement des effets devra être comme suit :

Désignation du lot	Modalités
<b>Lot n°1 :</b> SSPO de Rosny-sous-Bois	Les articles d'habillement sont ensachés et conditionnés par catégorie et taille en quantité de dix (10) maximum. Les autres articles sont regroupés par catégorie en ballots adaptés pour la restitution.
<b>Lot n°2 :</b> Service Infrastructures - Hébergements (SIH - Bureau Appui Logistique (BAL) de Rosny-sous-Bois	Les articles de literie sont ensachés et conditionnés en kit « literie » (1 Taie de traversin – 1 Taie de matelas – 1 Drap-housse – 1 Drap plat).  Les couvertures sont ensachées individuellement. Les traversins sont ensachés individuellement. Les rideaux sont ensachés individuellement.

En cas de constatation d'effets abîmés, le titulaire conditionne ce linge séparément.

Les résultats de ces opérations sont mentionnés sur un bordereau d'enlèvement et de restitution des effets établi en double exemplaire, daté et signé par les deux parties. Un exemplaire est remis au titulaire, l'autre est conservé par l'unité concernée.

#### 4.6 - Fréquence de passage

Le jour et la fréquence de passage sont indiqués dans le tableau infra. Si le jour de passage est férié, la prestation doit être effectuée la veille ou le lendemain du jour J après entente entre les parties.

Le transport des articles est assuré par le titulaire à ses frais et risques.

De même, il n'est pas prévu d'interruption des prestations pendant la durée des congés annuels. En conséquence, le titulaire doit prendre ses dispositions pour assurer ce service pendant la période estivale sur la durée de validité de l'accord-cadre.

Désignation du lot	Fréquence
<b>Lot n° 1 :</b> SSPO de Rosny-sous-Bois	Les effets à traiter sont enlevés et restitués au minimum une (1) fois par semaine, le <u>MERCREDI</u> entre 8h30 et 11h30.
<b>Lot n° 2 :</b> Service Infrastructures - Hébergements (SIH - Bureau Appui Logistique (BAL) de Rosny-sous-Bois	Les effets à traiter sont enlevés et restitués au minimum une (1) fois par semaine, le <u>MERCREDI</u> entre 8h30 et 11h30.

#### 4.7 - Dérogation aux fréquences de ramassage

Selon l'activité de l'unité ou son plan de charge, de manière ponctuelle et exceptionnelle, l'administration se réserve le droit de décaler, supprimer ou ajouter un passage. Cette action doit se réaliser en accord avec les parties concernées.

Ces prestations dites « exceptionnelles » ne font l'objet d'aucun coût supplémentaire.



#### **4.8 - Restitution des effets traités**

Le linge est restitué selon la fréquence indiquée dans l'article 4.6 du présent cahier.

Les articles restitués doivent être accompagnés du bordereau d'enlèvement et de restitution des effets (cf annexes du CCP selon le lot concerné et la prestation effectuée) délivré initialement, complété, daté et signé en double exemplaire.

#### **4.9 - Difficultés – problèmes**

Les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution du présent accord-cadre sont communiquées dès leur survenance au commandant de caserne ou son représentant par écrit (lettre, courriel, etc.).

#### **4.10 - Défaillance**

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent accord-cadre, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites à l'accord-cadre, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance.

#### **4.11 - Relations entre le titulaire et l'administration**

##### **4.11.1 - Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires**

« Certification achats responsables »

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices » délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables » et au label RFAR et / ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la « charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de celui-ci, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats – vous accompagne dans cette démarche.

Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

#### **4.12 - Clause de réexamen**

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le RPA se réserve le droit d'apporter les modifications listées ci-après (hors révisions de prix prévues à l'article 7.5), en cas d'évolution des conditions techniques ou en cas d'événements extérieurs :

- ajout ou suppression d'effets dans les annexes du CCP (lot 1 et lot 2)
- augmentation du montant maximum initial du marché (indiqué à l'article 1.4 – Estimation du besoin – du présent CCAP)...

Le titulaire est saisi par le RPA pour une demande de devis et la modification au marché est actée, le cas échéant, par avenant.

En cas de changement d'indice INSEE dans la révision de prix (article 7.5), le nouvel indice est mis en application sans avenant.

## **ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION**

### **5.1 - Vérification**

Par dérogation aux dispositions de l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification sont effectuées par le commandant de l'unité concernée ou ses représentants qui disposent d'un délai de **quarante-huit (48) heures ouvrés** à compter de la date de restitution pour notifier leur décision.

Ils s'assurent visuellement de la bonne exécution des prestations commandées et vérifient la conformité du nombre et du type d'articles réellement restitués avec les indications portées par le titulaire sur le bordereau d'enlèvement et de restitution des effets.

### **5.2 - Décision après vérification**

#### **5.2.1 - Admission**

Les résultats des opérations de vérification ainsi que les propositions sont mentionnées sur le bordereau d'enlèvement et de restitution.

Le silence gardé par l'unité concernée au-delà du délai mentionné à l'article 5.1 supra équivaut à une décision d'acceptation des prestations effectuées.

#### **5.2.2 - Réfaction**

Par dérogation à l'article 30-3 du CCAG/FCS, aucune admission avec refaction ne peut être prononcée.

#### **5.2.3 - Rejet**

Par dérogation à l'article 30-4 du CCAG/FCS, la décision de rejet s'accompagne toujours d'indications précises écrites (cf. fiche d'anomalie – annexe commune à tous les lots du CCP) permettant au titulaire d'apporter les rectifications nécessaires. Elle est prononcée par le commandant d'unité ou ses représentants, et assortie d'un délai permettant au titulaire de représenter des articles en parfait état de propreté.

Les mesures à prendre après vérification de l'exécution de la prestation varient selon les motifs des irrégularités constatées :

- les articles dont le lavage ou le nettoyage est jugé insuffisant ou sont rendus humides doivent faire l'objet d'un nouveau traitement aux frais du prestataire ;
- en cas d'un mauvais aspect après repassage (lot 2), les articles doivent faire l'objet d'un nouveau traitement aux frais du prestataire ;
- en cas de rinçage non effectué correctement, le lot doit être retraité aux frais du prestataire ;
- dans les cas suivants, le titulaire est tenu de rembourser la valeur des effets détériorés sur la base d'une indemnité correspondant à 70 % du prix de la valeur à neuf HT (prix par article précisé dans les annexes n°1 ou n°2 du présent CCP selon le lot concerné) :

- en cas de changement de coloration ;

- en cas de perte ou de détérioration des effets ou des matières ;

- en cas de dégradation chimique des articles traités et si celle-ci est imputable : à l'emploi de produits détergents ou solvants ne répondant pas aux exigences de l'article, à un cycle de lavage ou de nettoyage non approprié à l'article.

Dans tous les cas, les effets détériorés restent la propriété de l'administration.

## ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE

S'agissant d'effets militaires, des garanties en qualité et en hygiène doivent être apportées par le prestataire sur les conditions de transport, de stockage et de suivi durant la prestation.

Pendant le transport à la charge du titulaire, toutes les dispositions doivent être prises pour protéger les effets d'éventuelles souillures ou déchirures. Les articles confiés sous la responsabilité du titulaire doivent être stockés dans des locaux.

La garantie couvre également les frais consécutifs au conditionnement, à l'emballage et au transport (aller/retour) des effets à l'unité, rendus nécessaires par la remise en état ou le remplacement.

La garantie ne couvre que les détériorations qui sont imputables à une utilisation normale des effets.

## ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

### 7.1 - Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte de l'accord-cadre.

### 7.2 - Forme des prix

Les prix sont :

- unitaires ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (taux de T.V.A. applicable en France indiqué à part) ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres (soit **janvier 2026**) ;
- toutes charges fiscales, parafiscales et autres taxes comprises liées à la prestation.

### 7.3 - Contenu des prix

Les prix comprennent :

- l'ensemble des prestations détaillées dans le présent CCP ;
- tous les matériels, produits et accessoires relatifs aux prestations à effectuer ;
- tous les frais généraux, salaires, charges sociales et fiscales, marge bénéficiaire, frais divers ;
- tous les frais éventuels inhérents à la prestation, droits de douane et procédure ;
- les frais de transports éventuels, frais et taxes diverses afférents aux prestations faisant l'objet de cet accord-cadre ;

### 7.4 - Contrôle des prix

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments.

### 7.5 - Révision de prix

Les prix figurant sur l'acte d'engagement sont révisables chaque année à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

**La demande de révision des prix est adressée par le titulaire** à la section Marchés Conventions au plus tard à la date anniversaire de la notification par lettre ou par courriel, à l'adresse suivante :

OU

@ : smc.bdm.cafn.le-blanc@gendarmerie.interieur.gouv.fr

**Après analyse de la demande, les prix sont révisés par la SMC par application de la formule suivante :**

$$P = P_o [0,6 ( \text{MIGE BIQ} / \text{MIGE BIQ}_o ) + 0,400 ( \text{ICTrev-TS} / \text{ICTrev-TSo} )]$$

Tous les indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE [www.indices-insee.fr](http://www.indices-insee.fr)

Indices	Libellé	Identifiant
P	Prix hors taxes révisé	/
Po	Prix hors taxes initial	/
MIG EBIQ	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Energie, biens intermédiaires et biens d'investissements – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes	010764358
ICTrev-TS	Moyenne des 3 derniers indices connus – Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Industrie manufacturière – Base 100 en décembre 2008	001565185

**Les bases «o» ont pour valeur celles correspondant au mois de dépôt des offres (soit janvier 2026).**

**La valeur des autres indices étant celle connue à la date de révision des prix (date anniversaire de la notification).**

Le RPA dispose, à compter de la date de demande de révision des nouveaux tarifs, de trente jours (30) jours calendaires pour formuler ses observations et faire appliquer éventuellement la clause de sauvegarde . La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

En cas de non transmission par le titulaire de sa demande de révision des prix dans les conditions indiquées supra, les prix sont réputés inchangés.

#### **7.6 - Clause de sauvegarde**

Le RPA se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité, à la date de la révision de prix, si ce changement conduit à une augmentation supérieure 5 %, après application de la formule de révision détaillée à l'article 7.5 du présent CCAP.

### **ARTICLE 8 - PÉNALITÉS**

#### **8.1 - Calcul des pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le retard de la collecte ou du retour du linge ainsi que le non-respect de la bonne exécution de l'accord-cadre expose le titulaire, sans mise en demeure préalable, aux pénalités décrites ci-après :

Défauts constatés	Pénalités
Retard de collecte ou de retour	60 € / jour de retard au-delà de 24 heures (week-end non compris)
Linge mal trié ou mal conditionné	25 € par type de reconditionnement demandé
Tournée non-effectuée	200 € par tournée

## 8.2 - Prolongation des délais de livraison

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, et pour pouvoir bénéficier éventuellement d'une prolongation du délai d'exécution, il doit se conformer aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS. Il lui appartient de signaler au RPA, avant l'expiration des délais contractuels, les causes qui n'étant pas de son fait, font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

## 8.3 - Exclusion des pénalités

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de cet accord-cadre ;
- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel, grèves...).

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le RPA ou son représentant toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'assurer la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant pas applicables.

# ARTICLE 9 - AVANCE - ACOMPTE

## 9.1 - Avance

Conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique en vigueur, il est accordé au titulaire (sauf avis contraire de sa part exprimé dans l'acte d'engagement) le versement d'une avance d'un montant de 30 % du montant TTC du marché (si le bon de commande considéré a un montant supérieur à 50 000 € HT).

En cas de nouvelles dispositions de versement des avances, ces dernières s'appliqueront d'office dès la publication du/ou des textes officiels.

Dans le cas où une avance est versée au titulaire, son remboursement intervient par précompte sur les sommes dues ultérieurement et s'applique dès la mise en paiement de la première facture de l'année en cours.

## 9.2 - Acompte

Application des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique en vigueur.

## 9.3 - Régime des paiements

Application des articles R. 2191-23 à R. 2191-26 du code de la commande publique en vigueur.

## ARTICLE 10 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT

### 10.1 - Facturation

#### 10.1.1 - Transmission électronique

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions suivantes :

- du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique ;
- de l'arrêté du 09 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Pour toute question et / ou pré-requis réglementaire concernant la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet.

Outre une optimisation du délai de traitement, ce dispositif totalement gratuit, permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.

#### 10.1.2 - Mentions obligatoires

Pour le traitement de chaque facture mensuelle, **il est impératif** d'y porter les mentions listées ci-dessous :

##### Au titre du code général des impôts<sup>1</sup> :

- Date de facture
- Numéro d'Identifiant unique de la facture
- Raison sociale et adresse
- SIRET ou, à défaut, SIREN
- Montant TTC et HT
- Taux de TVA appliqué et montant
- Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir

1. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI

ET

##### Pour le traitement de votre facture :

- **La référence de l'engagement juridique** (numéro d'EJ : 10 caractères numériques) située en haut à droite du bon de commande, ou à défaut sur la lettre de notification du marché (le cas échéant).
- **Le code du service exécutant (\*) (code SE)** situé en haut à gauche du bon de commande sous l'adresse de facturation. Ce code service exécutant ne comprend que des zéros et aucun 0 :  
**MI0PTF1075**
- la date de livraison (**obligatoire**)

(\*) Ce numéro permet à l'organisme payeur concerné (**CPFi**) d'identifier de manière automatique le service et l'imputation budgétaire concernés et reste une condition nécessaire pour un traitement rapide.

**Toutes les informations utiles pour la facturation se trouvent sur le bon de commande, le cas échéant.**

### 10.2 - Certification « service fait »

Le procès-verbal d'admission établi par le service prescripteur concerné vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

Lots	Unités
Lot n°1	Service de Soutien à la Projection Opérationnelle de Rosny-sous-Bois
Lot n°2	Bureau Appui Logistique de Rosny-sous-Bois
C.C.P. n°	42494/COMSOPGN/CAFN/BDM/SMC
du	03/12/2025
page	14/21

### **10.3 - Paiement**

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsqu'une prestation est totalement achevée.

Pour rappel, la facturation est mensuelle (transformation des « bordereaux d'enlèvement et de restitution » en « bon de commande » comme indiqué à l'article 4.2 du présent CCP).

Le paiement est effectué sur demande émise par le titulaire via CHORUS PRO, après attestation du service fait par le service prescripteur concerné. Celui-ci est réalisé par virement sur le compte du titulaire et/ou des sous-traitants le cas échéant.

Le délai maximum de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **10.4 - Récusation**

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le R.P.A. fait payer dans le délai de **trente (30) jours**, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

### **10.5 - Comptable assignataire**

Le comptable assignataire des paiements est :

**Monsieur le Contrôleur budgétaire et Comptable ministériel**  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08

### **10.6 - Intérêts moratoires**

Le dépassement du délai de paiement prévu au présent article, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)).

## **ARTICLE 11 - CESSIION - NANTISSEMENT**

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R. 2191-45 à R. 2191-61 du code de la commande publique en vigueur, relatifs à l'affectation des marchés en nantissement.

Le montant HT de l'accord-cadre sert de base à la détermination de la formule d'origine à porter sur l'exemplaire unique ou sur un certificat de cessibilité se rapportant à chaque marché.

Cet exemplaire est destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

## ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT

L'accord-cadre ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un cautionnement.

## ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique en vigueur.

Les sous-traitants doivent être des entreprises EA ou ESAT pour les prestations du marché.

## ARTICLE 14 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions des articles 38 à 43 du CCAG/FCS sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du marché à ses torts, peut être prononcée par le RPA sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 8.1 du présent cahier.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation. Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, celle-ci doit être présentée dans un délai de deux mois sous peine de forclusion.

## ARTICLE 15 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent accord-cadre. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le RPA – **section marchés conventions** – par courriel ([smc.bdm.cafn.le-blanc@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:smc.bdm.cafn.le-blanc@gendarmerie.interieur.gouv.fr)) et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 45 du CCAG/FCS qui prévoit l'exécution de l'accord-cadre par unLe titulaire de l'accord-cadre n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport a prix de l'accord-cadre résultant de l'ex des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire écuti en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

## ARTICLE 16 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE

### 16.1 - Correspondant administratif

Le R.P.A. ([smc.bdm.cafn.le-blanc@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:smc.bdm.cafn.le-blanc@gendarmerie.interieur.gouv.fr)) est seul habilité à effectuer les opérations administratives relatives à l'exécution du présent marché listées à l'article 1.5 du présent CCAP

### 16.2 - Correspondant technique

Les interlocuteurs privilégiés du titulaire de l'accord-cadre pour tous les aspects techniques relatifs aux prestations sont :



Lots	Contacts
<b><u>Lot n° 1 :</u></b> SSPO de Rosny-sous-Bois	Adjutant Gaël BELLEROPHON Tél : <a href="tel:0687678058">06 87 67 80 58</a> <a href="mailto:gael.bellerophon@gendarmerie.interieur.gouv.fr">gael.bellerophon@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a>  Maréchal des logis-chef Philippe RENE-CORAIL Tél : <a href="tel:0158665488">01 58 66 54 88</a> / <a href="tel:0788828237">07 88 82 82 37</a> <a href="mailto:philippe.rene-corail@gendarmerie.interieur.gouv.fr">philippe.rene-corail@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a>  <a href="mailto:si.sspo.comsopgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr">si.sspo.comsopgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a>
<b><u>Lot n°2 :</u></b> Service Infrastructures - Hébergements (SIH - Appui Logistique (BAL) de Rosny-sous-Bois	Major Anthony PHILIPPE Tél : 01.58.66.51.38 / 07.89.29.43.68 <a href="mailto:anthony.philippe@gendarmerie.interieur.gouv.fr">anthony.philippe@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a> <a href="mailto:sso.bal.gsa.rosny-sous-bois@gendarmerie.interieur.gouv.fr">sso.bal.gsa.rosny-sous-bois@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a>  <a href="mailto:sb.bal.gsa.rosny-sous-bois@gendarmerie.interieur.gouv.fr">sb.bal.gsa.rosny-sous-bois@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a>

## ARTICLE 17 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

### 17.1 - Changement de situation du titulaire

La modification de la forme juridique d'une Société (S.A.R.L. se transformant en S.A. par exemple) ne nécessite pas la passation d'un avenant s'il n'y a pas création d'une nouvelle personne morale.

En revanche, tous les cas de fusion, scission, absorption qui entraînent transfert de responsabilité juridique de l'exécution de l'accord-cadre nécessitent la passation d'un avenant.

### 17.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Application stricte de l'article 6 du CCAG/FCS et de la réglementation en vigueur dans le Code du Travail et règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers.

### 17.3 - Travail illégal

Le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'a pas fait objet, au cours des cinq (5) dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3 à L.8221-5, L.5221-8 à L.8251-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du Code du Travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne.

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail pour un titulaire établi en France ou D.8222-7 pour un titulaire établi à l'étranger, s'il emploie des salariés, le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, une attestation sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

#### **17.4 - Assurance**

Le titulaire ainsi que les sous-traitants éventuels justifient dans le mois suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'ils sont titulaires d'assurances garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers, de l'administration, des matériels et bâtiments en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations et sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire de l'accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à la Gendarmerie.

#### **17.5 - Mesures de prévention et de sécurité**

Le titulaire s'engage à respecter les règles de l'hygiène et de la sécurité du travail et particulièrement les spécifications du protocole de sécurité. Celui-ci sera réalisé en concertation avec le chargé de prévention du site.

#### **17.6 - Traitement des données à caractère personnel dans le cadre du RGPD**

##### ➤ Préambule – précisions terminologiques

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, « **règlement général sur la protection des données** » ou **RGPD**) et abrogeant la directive 95/46/CE et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) du présent marché et le sous-traitant est le titulaire du marché.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement des données à caractère personnel définies ci-après.

##### ➤ Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du RPA, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter les prestations.

Pour l'exécution des prestations du marché et en cas de besoin avéré, le RPA pourra mettre à la disposition du titulaire les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement de ses agents ou de leurs interlocuteurs. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de l'exécution du présent marché et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

##### ➤ Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le RPA de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

## ARTICLE 18 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION

<b>Lot n°1</b>	<b>COMSOPGN</b> <b>Service de Soutien à la Projection Opérationnelle (SSPO)</b> Fort de Rosny 1 Boulevard Théophile Sueur Bâtiment de stockage n°15 dans l'enceinte fortifiée 93111 ROSNY-SOUS-BOIS
<b>Lot n°2</b>	<b>COMSOPGN</b> <b>Service d'infrastructure et d'hébergement de Rosny-sous-Bois (SIH)</b> <b>Bureau Appui Logistique (BAL)</b> Fort de Rosny 1 Boulevard Théophile Sueur Bâtiment des UD – Zone famille – 6 Allée de Sébastopol Bâtiment F – Zone famille – 11 Allée de Sébastopol Bâtiment G – Zone famille – 15 Allée de Sébastopol 93111 ROSNY-SOUS-BOIS

L'accès aux sites de la gendarmerie est réglementé. En conséquence, la société retenue s'engage à informer son personnel des règles d'accès :

- respect des horaires d'accès les MERCREDI entre 8h30 et 11h30 ;
- port du badge apparent obligatoire au sein du site (badge délivré à l'entrée par le poste de police sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité) ;
- respect du code de la route dans l'enceinte militaire (vitesse réduite à 20 km/heure, stationnement sur les zones prévues, etc.) ;
- interdiction de laisser des colis sans surveillance.

S'agissant d'un domaine militaire, le personnel et le matériel du titulaire ou de ses sous-traitants éventuels peuvent faire l'objet d'un contrôle sur place.

Les véhicules peuvent être soumis à un contrôle de sécurité (contenu). Tout manquement aux règles ci-dessus entraîne l'expulsion du site sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité quelle qu'en soit la forme.

Le prestataire s'engage à fournir les pièces d'identité des personnels susceptibles d'accéder à la caserne et à informer l'administration de tout changement de ces personnels. Pour des raisons de sécurité, l'administration se réserve le droit de refuser l'accès au site à un personnel.

## ARTICLE 19 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

### 19.1 - Clause relative au recours du médiateur interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

[mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr)

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs »  
du ministère de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75800 Paris Cedex 08

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

## **19.2 - Saisie de la juridiction compétente**

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

Les différends et litiges éventuels sont traités conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS.

Le tribunal administratif, dont les coordonnées suivent, est seul compétent pour régler les litiges dans le cadre de ce marché :

### **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL**

7 rue Catherine Puig  
(niveau 206 rue de Paris)  
93100 MONTREUIL  
Téléphone : 01 49 20 20 00  
Télécopie : 01 49 20 20 99  
Courriel : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)

## **ARTICLE 20 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS**

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes et toutes taxes comprises (y compris la taxe sur la valeur ajoutée) comprenant tous les frais liés à l'importation et au transport à destination.

Il acquitte, lui-même, la taxe exigible au titre de la livraison par son représentant fiscal en France.

A cet effet, la raison sociale de la société et le nom de son représentant fiscal en France doivent figurer en qualité de destinataires sur la déclaration d'importation ou sur les autres documents justificatifs.

### **Résiliation :**

Sera considérée comme cas de force majeure, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

## **ARTICLE 21 - LANGUE UTILISÉE**

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement doivent être rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## ARTICLE 22 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

Numéro d'article dérogeant au CCAG/FCS	Numéro d'article du CCAG/FCS
Article 5.1 - Vérifications	Article 28
Article 5.2.2 - Réfaction	Article 30-3
Article 5.2.3 - Rejet	Article 30-4
Article 8.1 – Calcul des pénalités	Article 14
Article 14 – Résiliation de l'accord-cadre	Article 42